

En France, GSF auprès des exilées

Désormais, les femmes en situation d'exil et de grande précarité sont éparpillées sur l'ensemble du territoire français. Forte de son expérience de plusieurs années conduite dans la jungle de Calais, l'association Gynécologie sans frontières s'est donc développée un peu partout, via sa mission CamiFrance.

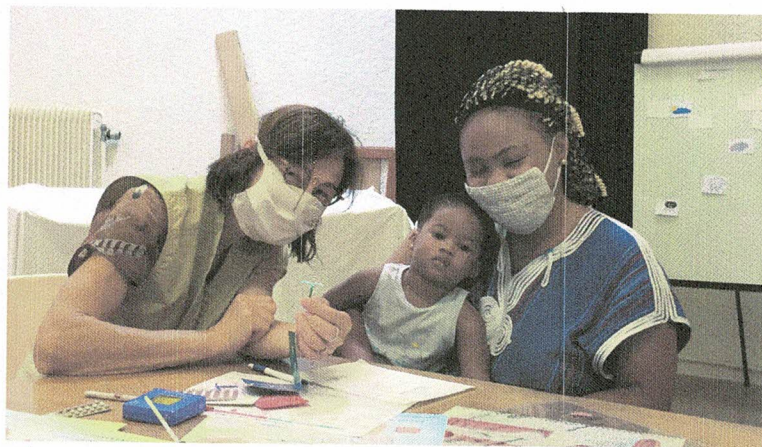
Suite aux actions répétées des autorités françaises dans les différentes jungles et camps de migrants, qui démantèlent chaque installation groupée, les femmes et leurs familles exilées se trouvent désormais dispersées sur l'ensemble du territoire. Forte de ce constat, l'association Gynécologies sans frontières (GSF) s'est réorganisée. Après son expérience dans les grosses jungles à proximité de Calais (voir *Profession Sage-Femme* n° 223, mars 2016), clôturée en 2018, ses bénévoles sont allés chercher les femmes exilées en situation de grande précarité là où elles se trouvaient : dans les centres d'hébergement d'urgence, dans les centres d'accueil des demandeurs d'asile, dans les hôtels sociaux, dans les rues, dans les bois... Autant de « spots » qui constituent la nouvelle carte des interventions de l'organisation, dans le cadre de sa mission baptisée CamiFrance, pour « camps de migrants en France ». Fin janvier 2021, l'association a fait le point lors d'une conférence en ligne.

PLATEFORME EN LIGNE

Officiellement ouverte en 2019, cette mission veut accompagner les femmes vers le droit commun, dans le cadre d'une prise en charge psychomédicosociale. « Il ne s'agit pas de se substituer aux structures existantes, détaille le gynécologue-obstétricien Richard Mathis, président de GSF. Il s'agit d'accorder du temps, d'écouter, d'accompagner les femmes dans leurs démarches de soins en faisant un lien entre ces patientes et les structures. » Et pour accompagner les bénévoles – dont une immense majorité de sages-femmes –, GSF a ouvert la plateforme en ligne « Femmes

– Exilées – France » en juillet 2020 (cami-france.fr). « Nous accompagnons les bénévoles dans toutes les étapes, dès la création d'un spot, et même avant avec la mission d'exploration qui consiste à évaluer les besoins de la zone géographique, en faisant le lien avec les différentes structures d'accueil, en établissant des partenariats, en fournissant des outils et en assurant le suivi des activités », explique Agathe Bernard, qui coordonne la plateforme depuis juin 2020. Cette plateforme réunit tout le contenu utile aux bénévoles, avec beaucoup de documentation. Elle permet également de faire

qu'une demande est venue du terrain. Localement, une sage-femme a identifié un besoin, en a fait part à l'association, est devenue bénévole. Ensuite, il faut recenser les acteurs déjà engagés auprès des populations exilées et prendre contact avec eux. C'est par exemple le cas à Brest, où une bénévole de GSF est en train d'évaluer le terrain. Dans l'Aude, Isabelle Delahaye, sage-femme hospitalière déjà bénévole dans les camps du nord de la France, a voulu s'engager plus localement. Elle raconte : « Début 2020, en accompagnant la sage-femme de PMI



Atelier de contraception et de promotion de la santé à Lyon.

© GSF

le lien entre les spots. Les professionnels disposent aussi d'un réseau social dédié où ils peuvent échanger sur tous sujets, difficultés, tuyaux...

LES BESOINS DU TERRAIN

Aujourd'hui, GSF recense sept spots entièrement fonctionnels : dans le Nord, pour poursuivre l'activité commencée dans la région de Calais, mais aussi à Lyon, à Metz, dans le Sud-Est, à Paris, à Nantes, et à Bray-sur-Seine, en région parisienne. À Nancy, Rouen, Rennes, Compiègne, Brest, dans le département de l'Aude et en région parisienne, d'autres projets ont avancé. Concrètement, cela signifie

un centre d'hébergement pour demandeurs d'asile, auprès d'une dizaine de femmes, l'échange avec les professionnels de la structure a montré des attentes fortes pour ce genre d'intervention. La situation sanitaire due au Covid a stoppé la discussion, mais avec le développement du programme CamiFrance, les échanges, le soutien et le travail de

toutes les coordinatrices Camifrance et GSF ont redonné l'impulsion à cette envie d'intervenir auprès de ces femmes en exil. L'équipe de l'Aude est maintenant constituée et ouverte à tous les volontaires. » Des ateliers ont été programmés et des échanges avec d'autres PMI locales sont en cours. Une convention a même été signée avec la fédération gérant des structures d'hébergement. Parfois, comme dans le nord de Paris, à Asnières-sur-Seine, c'est une structure qui entre directement en contact avec GSF. Ici, l'association Alteralia, qui gère différents lieux, veut collaborer avec GSF qui a donc lancé un appel à bénévoles. Cette fois, il s'agit d'intervenir une demi-jour

née par mois. Contrairement aux missions historiques de GSF, menées à l'étranger, qui duraient habituellement quinze jours pour permettre aux professionnels de partir sur leurs congés, l'engagement auprès de CamiFrance est plus ponctuel, mais aussi plus durable.

ATELIERS EN TOUS GENRES

Dans les Hauts-de-France, où GSF est ancrée depuis plusieurs années, il a fallu tout recommencer. « *Les exilés se sont répartis un peu partout, dans toutes sortes de centres d'accueil d'urgence, dans des centres d'accueil de demandeurs d'asile, dans des mini-jungles, et aussi en ville, dans les rues. Rien qu'à Calais, début janvier, on comptait 800 réfugiés*, raconte Pascale Robiquet, sage-femme retraitée qui coordonne les actions baptisées CamiNord. *Nous intervenons dans une dizaine de lieux d'hébergement, de façon ponctuelle ou régulière. Nous organisons aussi des maraudes pour aller directement auprès des femmes qui vivent dans les rues ou dans les mini-jungles. Il faut créer du lien et se présenter aux structures d'accueil. L'objectif est de faciliter l'accès aux soins des femmes en organisant leur suivi de grossesse, en prenant les rendez-vous. Nous réalisons des entretiens individuels pour dépister les violences. Les trois quarts des femmes en ont subi plusieurs sortes, dans leur pays d'origine, pendant leur voyage et ici, en France. Nombreuses ont par exemple eu recours à la prostitution. Nous assurons également des cours de préparation interculturels à la naissance. Les femmes ignorent tout de la prise en charge française. Elles se demandent comment va se passer leur séjour à la maternité. Il faut les rassurer, leur expliquer. Nous donnons beaucoup de conseils, sur l'allaitement, les soins au bébé, la contraception du post-partum, les demandes d'IVG... Comme nous connaissons bien les structures et les professionnels de santé, il est beaucoup plus facile d'obtenir des rendez-vous pour les femmes. Avec le jeu de GSF sur la contraception, les IST et les relations hommes/femmes, nous animons également des ateliers de prévention.*

Dans ce cadre, les femmes libèrent beaucoup leur parole. Il faut souvent faire de la pédagogie, car elles sont nombreuses à n'avoir aucune connaissance de leur schéma corporel. Nous avons parfois un problème d'interprète, mais avec des gestes et des dessins, on finit toujours par s'en sortir. J'ai également organisé un atelier d'autopalpation des seins où on a beau-

voyions beaucoup de personnes venant d'Afghanistan, d'Éthiopie et d'autres pays de la Corne d'Afrique. Puis nous avons vu arriver des Ukrainiens. Maintenant, il y a beaucoup de femmes d'Afrique de l'Ouest : Sénégal, Côte d'Ivoire, Guinée... Elles sont souvent là pour échapper à des mariages forcés ou pour demander la protection de leurs filles contre l'excision. »



Autour d'un goûter, lors de la première rencontre avec des femmes hébergées dans un centre provisoire, à Bray-sur-Seine, en région parisienne.

© GSF

DES FRANÇAISES AUSSI

Début mars 2019, GSF s'est également implantée dans le sud-est de la France, en ouvrant notamment une consultation hebdomadaire à Draguignan, dans le Var. « *Avec du suivi de grossesse, des demandes de contraception, des demandes*

d'IVG, du dépistage du cancer du col, des échographies et de la délivrance gratuite de médicaments », détaille Serge Boyer, gynécologue-obstétricien retraité. Il travaille en collaboration avec l'association Promo-Soins, qui vise à soigner les migrants et les Français sans droits. « *Le but est d'éviter le renoncement aux soins et de dispenser des soins aux personnes qui en sont exclues* », ajoute-t-il. En 2019, sur l'ensemble des patientes rencontrées, seules 35 % avaient une couverture sociale. Et 35 % étaient françaises. « *En 2020, nous avons vu vingt femmes étrangères, soit un tiers des patientes* », précise l'obstétricien. Pour devenir bénévole auprès de GSF, qui recrute à tour de bras pour sa mission CamiFrance, il suffit de contacter l'association. Toutes les démarches peuvent être faites en ligne. Ensuite, les sages-femmes peuvent répondre aux appels à bénévoles régulièrement publiés ou participer à l'ouverture d'un nouveau spot. Sur l'ensemble du territoire, plusieurs sont « *en frémissement* », selon Richard Mathis. Un rapprochement est également en cours avec l'Association nationale des sages-femmes libérales. Comme témoignent aujourd'hui de nombreuses bénévoles, « *l'humanitaire, ce n'est pas qu'à l'étranger* ».

CONSULTATIONS ET ÉCHOGRAPHIES

À Paris, GSF s'est adaptée à la demande, en assurant des consultations au centre d'hébergement d'urgence pour migrants d'Ivry-sur-Seine, géré par Emmaüs. Quatre cents familles y sont accueillies. « *Nous assurons deux consultations par semaine : essentiellement du suivi gynécologique, postnatal et de contraception*, raconte Anne-Marie Mouton, sage-femme retraitée. *Le suivi gynécologique est assuré en partenariat avec une sage-femme de PMI. Nous proposons également des échographies, car nous avons du matériel. Nous intervenons toujours en binôme : médecin/sage-femme ou deux sages-femmes. Le Covid a mis un coup d'arrêt pendant le premier confinement mais nous reprenons progressivement l'activité. La population reçue évolue. Au début, nous*

d'IVG, du dépistage du cancer du col, des échographies et de la délivrance gratuite de médicaments », détaille Serge Boyer, gynécologue-obstétricien retraité. Il travaille en collaboration avec l'association Promo-Soins, qui vise à soigner les migrants et les Français sans droits. « *Le but est d'éviter le renoncement aux soins et de dispenser des soins aux personnes qui en sont exclues* », ajoute-t-il. En 2019, sur l'ensemble des patientes rencontrées, seules 35 % avaient une couverture sociale. Et 35 % étaient françaises. « *En 2020, nous avons vu vingt femmes étrangères, soit un tiers des patientes* », précise l'obstétricien. Pour devenir bénévole auprès de GSF, qui recrute à tour de bras pour sa mission CamiFrance, il suffit de contacter l'association. Toutes les démarches peuvent être faites en ligne. Ensuite, les sages-femmes peuvent répondre aux appels à bénévoles régulièrement publiés ou participer à l'ouverture d'un nouveau spot. Sur l'ensemble du territoire, plusieurs sont « *en frémissement* », selon Richard Mathis. Un rapprochement est également en cours avec l'Association nationale des sages-femmes libérales. Comme témoignent aujourd'hui de nombreuses bénévoles, « *l'humanitaire, ce n'est pas qu'à l'étranger* ».

■ Géraldine Magnan